

Morcelée, ségrégative et aux résultats médiocres... tels sont les maux dont souffre l'école de la première puissance mondiale, engagée depuis 10 ans dans un remède... qui pourrait être pire que le mal !

La constitution américaine laisse chaque état établir sa propre politique éducative. Ainsi, 15 000 districts scolaires sont gérés localement par les "schools boards" élus qui ont leur ministère et décident de tout : budget, programmes, évaluation, et recrutement, salaire, conditions de travail, licenciement des personnels... L'école publique n'est financée par le gouvernement fédéral (1) qu'à hauteur de 10 % du budget des états. **Conditions d'études et réussite varient donc considérablement d'un état, district, comté, ville, quartier... à l'autre, révélant les inégalités fondamentales de la société américaine entre les groupes sociaux (Noirs, Indiens, Asiatiques, Hispaniques, Blancs).**

Mais, à la *high school* des règles communes se dégagent : ni élitisme, ni filière, ni forte sélection, en vu d'un système collège/lycée unique ! Chacun choisit son parcours dans un éventail de matières très diverses, obligatoires et/ou à option. Un contrat l'engage sur 4 ans (exemple : 6 semestres d'anglais, 4 de maths, 3 de sport, 2 de musique... puis en maths, choix entre trigonométrie, algèbre 1 ou 2 ...). Toutes comptent pour obtenir la "graduation". Aujourd'hui, 80 % d'une génération atteint la fin du lycée, l'objectif est d'aligner son niveau sur les exigences du supérieur.

Cependant, l'inégalité débute tôt (50 % des états ont des *pre schools*), les indicateurs sont au rouge (50 % des élèves issus de minorités quittent collège ou lycée avant la fin de leur scolarité, 1/3 dans le reste de la population, 50 % des élèves du Mississippi sont déficients en lecture, 20 % au Massachusetts...), renvoyant au binôme violence / sécurité ! (4)

PISA 2009 (17^e rang, France : 22^e) confirme ces réalités : "défavorable" est jugé l'encadrement des écoles défavorisées, par manque d'enseignants ou enseignants non formés. Les élèves pauvres y sont doublement pénalisés : milieu difficile, école sous dotée. La corrélation entre milieux socio économiques et résultats scolaires reste très marquée.

→ En 2002, GW. Bush signe l'entrée en vigueur de la loi *No Child Left Behind* (pas d'enfant laissé de côté) devant remettre l'école sur pied.

À chaque état d'évaluer -selon son propre mode, et niveau d'exigence parfois !- les capacités en lecture et calcul de tous les élèves de 8 à 14 ans. Les résultats de chaque école sont ventilés en fonction de l'origine ethnique, la maîtrise de l'anglais, l'existence de handicap, le revenu parental pour constituer quatre groupes d'élèves dont on attend 100 % de réussite en 2014 !

Une école n'affichant pas de progrès dans les 5 ans peut être privatisée, convertie en "charter school" (3), restructurée, fermée, et ses personnels licenciés ! Les élèves peuvent alors changer d'établissement, bénéficier de cours gratuits ou de "chèque éducation" (2) pour une autre école, souvent privée !

Des élèves (au hasard) sont soumis au *National Assessment of Education Progress* (évaluation nationale) pour comparer leurs résultats à ceux des états.

Et les écarts sont importants ! Exemple au Tennessee, les chiffres varient de 26 à 90 % de réussite ! Finalement, plus d'un tiers -3 000 écoles publiques- n'accomplit pas de progrès satisfaisants, voire régresse.

Des milliards de dollars sont dépensés, la suspicion demeure et les dérives sont nombreuses : priorité aux deux matières de base -les autres négligées- et à la préparation aux tests, diminution du niveau et du sens des apprentissages, sur intérêt pour les élèves susceptibles de progresser, rigidité nuisant aux plus fragiles, système de punition / récompense, allongement du temps scolaire, pression et fatigue... pour des résultats très mitigés !

En 5 ans, les "lignes" ne bougent pas : refus républicain du poids de l'état fédéral, refus démocrate d'une performance excessive. Mais syndicats enseignants, parents, élus dénoncent une forme de privatisation de l'école et exigent une révision de la loi...

→ En 2009, B. Obama n'abolit ni les Charter schools, ni la loi NCLB..., il en conserve l'esprit et, avec son ministre de l'Éducation, A. Duncan, fait adopter la loi "Race to the top" (course au sommet).

États, établissements, personnels de direction et enseignants (mieux formés et évalués) doivent améliorer le rendement scolaire : réorganiser les systèmes éducatifs, fermer les établissements déficients, innover pour accroître la performance, promouvoir les Charter schools (c'est le modèle à suivre), trouver des fonds privés...

Allongement du temps de travail, salaire au mérite, fin de l'emploi à vie, déssectorisation sont imposés. Et les douze meilleurs états, qualifiés grâce à leurs "projets" dans cette "course", reçoivent leur part des 4,3 Md \$ * annoncés dans la loi...

Ce principe "gagnants / perdants" provoque l'opposition résolue des deux syndicats (4,6 M * d'adhérents), des pédagogues progressistes, des associations de droits civiques..., alors que les licenciements dans l'éducation sont massifs (300 000 en 2009/2010), que les écoles des quartiers pauvres sont fragilisées, que 3 % des élèves noirs et 2 % des latinos "profitent" de l'enveloppe !

S'il veut repenser l'évaluation (notamment la "tyrannie" des tests), et mettre fin à la "punition" financière des établissements en difficulté, le soutien d'Obama aux "libre choix", "charter schools", "compétition généralisée" n'est pas compris car contraire à la "déségrégation" scolaire. Pour ces opposants, le "marché scolaire" ne peut réduire les inégalités, seule l'école publique, luttant contre toutes les inégalités, est un rempart face à la précarité sociale qui perd le pays.

À l'opposé, des démocrates y voient la chance, pour les minorités, de sortir du ghetto et de débureaucratiser l'école.

Le président veut concilier dérégulation scolaire et justice sociale... au péril de sa réélection.

* Md \$: milliards de dollars ; M : millions

...Une réforme radicale et inquiétante !

(1) Budget fédéral 2011, en forte hausse !

78 Md \$, 31 % d'augmentation... Globalité de la formation, recrutement et formation des enseignants, aide aux secteurs défavorisés le résumant.

Il concerne *les programmes de bourses* pour davantage de jeunes de milieu modeste à l'université (34,9 Md, quasi doublement depuis Obama), *l'aide aux états* (3,5 Md sur 7 ans pour innover), *le soutien aux "Community collèges"* (10 Md sur 10 ans, plus 5 M de "bac + 2" en 2020), *un complément de fonds* pour l'éducation (25 Md) aux états en difficulté, pour notamment éviter les licenciements d'enseignants, *les prêts étudiants* (6,6 Md par an) par le gouvernement fédéral (*non plus les banques*), soit 87 Md économisés au bénéfice de l'enseignement pré primaire...

(2) "Chèque éducation", au goût du jour...

Années 60, il permet aux "blancs" d'éviter les écoles fréquentées par les "noirs"... Années 80, ses programmes font florès, *avec la montée du néolibéralisme, l'irruption de sociétés privées dans la gestion des écoles publiques, le soutien des fondations*. Certaines familles très défavorisées reçoivent, du fond public, un chèque couvrant le coût de l'école de leur choix (*privée !*) : 5 800 \$ en moyenne en 2003, à Milwaukee, ville pionnière.

Mais les résultats des élèves sont similaires à ceux qui n'en ont pas bénéficié. Cette mise en concurrence, qui devait profiter aux écoles publiques faibles, obligées de s'améliorer pour garder leurs élèves, n'a pas fonctionné.

Par contre, on passe peu à peu du concept de *"chèque éducation"* à celui de *"libre choix de l'école"*... C'est toujours l'aspect de la loi NCLB le plus contesté, le seul qui ait vraiment suscité l'opposition des démocrates.

(3) "Charter schools", toujours...

Même logique... Fondations, entrepreneurs, parents ou enseignants... les créent (*années 90*). Gratuites, financées par l'argent public ou privé (comme la fondation Gates...), elles doivent concerner des élèves en difficulté sociale et scolaire, des enseignants motivés et innovants, et sont gérées librement : pédagogie expérimentale, pas d'enseignants syndiqués... Certaines sont remarquables, d'autres sélectionnent leurs élèves (*moins de pauvres !*) et excluent sans contrôle. Leur niveau va d'excellent à catastrophique : 17 % dépassent celui d'écoles publiques comparables, les autres y sont souvent inférieures.

Et ses dangers sont nombreux : elles collent au modèle d'école qui se dessine (et disqualifient les autres !), l'expérimentation tous azimuts peut être hasardeuse (!). Pire, la privatisation par des *"sociétés de gestion"* est parfois totale (cours standardisés fournis, bachotage poussé)... et la concurrence libre : à Harlem, un budget "communication" de 500 \$ pour les écoles publiques, 325 000 pour le groupe qui veut s'y implanter !

(4) "Tolérance 0", illusion sécuritaire...

"Cette politique a fait des dégâts... Méthodes sécuritaires, détecteurs de métaux, vidéo surveillance entraînent une corrélation négative entre climat des écoles et résultats scolaires" ⁽¹⁾. Beaucoup de parents s'y opposent (cf Colombine). *"Quand la police entre à l'école, le taux de criminalité triple"* ⁽²⁾. À New York, la sécurité transférée à la police (1998), 4 500 agents, jeunes et peu formés, deviennent "l'autorité" en milieu scolaire.

Les dérives suivent : enfant de 4 ans menotté, élèves déferés à la police pour comportements d'ados, personnels menacés d'arrestation... Le rapport *"Sécurité dans la dignité"* (2009) montre que désordres et délits baissent avec une approche non sécuritaire par le personnel éducatif, les agents de sécurité gérant l'accueil, les élèves étant associés à l'élaboration du règlement intérieur, initiés à l'autodiscipline et à l'éthique du respect mutuel...

⁽¹⁾ J. Skiba (université d'Indiana) aux "États généraux de la sécurité à l'école" (Sorbonne, 2010) ; ⁽²⁾ J. Sprague, expert.

"Discrimination positive", supprimée...

Elle naît de la lutte pour les droits civiques et l'abolition de la ségrégation raciale. La politique du gouvernement Nixon vise à favoriser l'accès à l'emploi et à l'université de groupes discriminés (*pour augmenter le nombre de candidats noirs à certains postes !*) et rétablir l'ordre (*émeutes raciales en 1964 / 1968*). Puis se met en place celle du recrutement avec quotas ethniques dans certaines universités. Suite à des recours, la Cour suprême rejette les quotas mais fixe la diversité comme objectif. Soumise à référendum, c'est, au final, l'abolition.

Ces politiques ont fait entrer plus de Noirs et Latinos dans les universités et, plus elles sont sélectives, plus le taux de diplômés est élevé (*motivation et moyens d'accompagnement des meilleures universités !*). Dans les moins sélectives, les écarts demeurent. Côté intégration sociale, le nombre de Noirs de classe moyenne a quadruplé, celui de Noirs pauvres a diminué de moitié... mais 25 % vivent toujours sous le seuil de pauvreté (Blancs, 8 %) et la ségrégation continue, Noirs et Blancs n'habitent toujours pas les mêmes quartiers.

Organisation du système

60 M d'élèves, 90 % dans l'école publique, 120 000 écoles, 180 jours de classe sur 2 semestres, scolarité obligatoire de 6 à 16, 17 ou 18 ans selon les états.

→ **Pre School**, de 3 à 5 ans, gratuite ou payante
Peu nombreuses, Obama veut en augmenter le nombre (voir budget).

→ **Elementary School** (école)

- **Kindergarten** (maternelle) de 5 à 6 ans
En demi-journée ou journée complète.
- **Cinq Grades** de 6 à 11 ans
5 h 1/2 à 7 h / jour, du lundi au vendredi.

→ **Middle School** (collège)

- **Trois Grades** de 11 à 14 ans

→ **High school** (lycée)

- **Quatre Grades** de 15 à 18 ans
Graduation (QCM national), équivalent du bac, 73 % de bacheliers (France : 51 %).

→ **Enseignement supérieur**

Très cher et sélectif, tests d'aptitude à l'entrée.
Community college, College ou University débouchent sur un Bachelor (4 ans), Master of Education (5 ans), 62 % de diplômés du supérieur (France : 38 %).

Toute ressemblance avec la réforme de notre propre système scolaire engagé aujourd'hui serait-elle purement fortuite... ?

Nicole Hennache